

à ses propres besoins et de pourvoir à son entretien a été convertie en pâturage en commun du gouvernement. Tout cela aide au Dominion tout entier. Une partie de la province qui s'est avérée incapable de se suffire à elle-même sous aucun régime peut être changée en un petit pâturage en commun. Je crois que le problème peut se résoudre de cette manière. Cette méthode a donné de bons résultats dans des régions assez étendues de notre province. Des milliers d'acres ont été mises à part. M. Tucker le sait. Cette partie peut être mise de côté. Je pense que cela éliminerait beaucoup de discussions. Quand nous venons ici pour représenter notre association, la démarche est faite de bonne foi, elle constitue un appel qui vous est adressé de tâcher de faire quelque chose pour améliorer les conditions là-bas en Saskatchewan. Une formidable agitation populaire se fait sentir dans les Provinces des Prairies. La Saskatchewan a prouvé qu'il existait un immense malaise général. Les chefs des mouvements agricoles ont perdu toute foi dans les banques et dans les administrateurs du gouvernement parce qu'ils ne leur ont pas indiqué le moyen de sortir de leurs embarras. Les cultivateurs ne savent pas précisément pourquoi, mais leur condition a empiré progressivement au cours des quelques dernières années, et pourtant ils ont produit tant et plus.

M. McNEVIN: N'est-ce pas un fait, s'il faut en croire les rapports, qu'il y a eu des réductions sensibles dans les dettes hypothécaires de la province durant les deux dernières années?

M. APPLEBY: Oui. J'ai dit progressivement. Ne prenez pas seulement deux années. Il s'agit de vingt ou trente ans, et la dette s'est accrue constamment.

Tout ce grave malaise général est un autre fait qui montre que les cultivateurs veulent quelque chose. Nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans une discussion, et nous désirons l'éviter, mais il doit y avoir un moyen d'en sortir, et nous demandons franchement au Comité de trouver la solution; et si la solution n'est pas découverte ici, le malaise continuera de s'accroître et ce qui pourra arriver devra retomber sur le Comité qui en est responsable. Vous êtes chargés de nous placer dans une position au Canada qui nous permettra d'avancer et si vous faillissez à cette tâche, que Dieu nous vienne en aide.

Le PRÉSIDENT: Messieurs, au nom du Comité, je tiens à vous remercier de vous être présentés devant nous.

M. TUCKER: Peut-être M. Bickerton pourrait-il assister à la séance de demain. Certains membres désirent l'interroger.

M. BICKERTON: Oui, il n'y a vraiment pas de raison pour que je m'en aille. Je pourrais rester.

Le Comité s'ajourne au jeudi 6 juillet, à 11 heures du matin.